

et des journalistes en vue sont aussi emprisonnés, et leur situation est suivie de près par la section canadienne d'Amnistie internationale, par PEN International et par des organisations canado-vietnamiennes.

### POSITION DU CANADA

Le Canada nourrit encore de sérieuses craintes face à la situation des droits de la personne au Viêt-nam. Cette situation a été soigneusement analysée lors de l'examen du programme d'aide publique au développement (APD), sous l'angle du respect des droits de la personne et du développement démocratique, et ces considérations ont été prises en compte dans l'élaboration du programme de l'APD. L'orientation actuelle est de travailler directement et de façon proactive avec le gouvernement vietnamien pour promouvoir des réformes administratives et juridiques.

Lorsque l'occasion s'y prêtait, nous avons fait régulièrement des représentations auprès d'instances vietnamiennes de haut niveau pour encourager un plus grand souci du respect des droits de la personne et pour discuter de cas précis qui nous intéressent. Le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, a soulevé, en termes généraux, la question des droits de la personne lors de sa visite au Viêt-nam en novembre 1995. Nous essayons d'obtenir des Vietnamiens qu'ils autorisent le Président de la Commission canadienne des droits de la personne, M. Maxwell Yalden, à se rendre dans leur pays pour élargir davantage le dialogue sur le sujet. L'académie populaire Ho Chi Minh, un organe du parti communiste vietnamien, qui a été choisi comme hôte du visiteur, refuse depuis les neuf derniers mois d'émettre une invitation.

Le Canada continue aussi de formuler ses craintes concernant les droits de la personne au Viêt-nam devant les tribunes internationales pertinentes. L'intervention la plus récente a été celle devant la Troisième commission de la 50<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale de l'ONU, à New York, en novembre 1995. Le Canada a, entre autres, demandé la libération des dissidents religieux.

L'ouverture d'une ambassade du Canada à Hanoï nous donne de meilleures possibilités d'encourager un plus grand respect des droits de la personne, de discuter de sujets préoccupants d'une manière plus systématique et de suivre l'évolution de la situation.